Édito de la revue l'Émancipation syndicale et pédagogique n°4, décembre 2015

Après l'horreur des attentats du 13 novembre, comme après ceux de janvier, la solidarité avec les proches des centaines de mortEs, avec les blesséES, jeunes pour la plupart, fauchéEs au hasard, sur des terrasses, au concert, aux abords d'un stade ne suffit pas. Pas plus qu'affirmer notre condamnation des auteurs et commanditaires de ces massacres, comme de ceux perpétrés au Liban, en Syrie, en Irak, en Turquie ou en Tunisie…
Nous devons à toutes ces victimes innocentes de réfléchir touTEs ensemble aux façons de combattre ces attentats et les idéologies qui les inspirent, en refusant les amalgames, la récupération et l'instrumentalisation et aussi les approches simplistes, diviseuses, racistes, sécuritaires ou guerrières…

La première des réponses est collective. Elle consiste plutôt que de chercher les boucs émissaires autour de nous à se serrer les coudes, à se rassembler, à occuper les lieux publics, à débattre, à maintenir les manifestations prévues, à braver les interdictions, comme le proposent des appels, de personnalités et de "Sans".

La multiplication des lois "antiterroristes", dont la France a le record en Europe, ne met pas à l'abri de tels attentats. Elle sert surtout à limiter les libertés démocratiques et les droits et à accroître la répression des mouvements sociaux comme le vivent dans les manifs ou dans leur vie personnelle les ZADistes, les libertaires, les militantEs écologistes et d'extrême gauche… et leurs proches.
Le mouvement syndical doit mobiliser pour la levée de l'état d'urgence et contre les assignations à résidence, les modifications de la constitution, l'application des mesures sécuritaires de la droite et du FN. Il doit dénoncer l'opportunisme électoral des responsables politiques de tous bords dans une "union nationale" guerrière, à courte vue.

C'est la guerre… mais elle ne date pas du 13 novembre. Depuis 2001 l'état français la mène en Afghanistan, en Lybie, au Mali, en Irak…, contribuant aux souffrances des populations civiles, à la déstabilisation des pays, à la monté des djihadistes et de la haine qu'ils sèment. En tant que puissance postcoloniale ou à la remorque de l'impérialisme américain, il soutient la politique coloniale et d'apartheid de l'état d'Israël, et les régimes féodaux du Golfe qui arment DAESH et Al-Qaïda au Yémen (commanditaire de l'attentat contre Charlie) avec les armes vendues par la France. En Syrie, plutôt que d'apporter un réel soutien à la révolution syrienne, il sert de supplétif des bombardements américains et tente de s'allier avec le boucher Al Assad et ses soutiens, les impérialismes russes et iraniens et le Hezbollah.
Le mouvement syndical doit exiger que cessent toutes les interventions impérialistes, l'arrêt des bombardements par l'armée française et apporter son soutien politique et financier aux forces laïques (ASL, comités populaires, Kurdes…).

Les rodomontades guerrières du pouvoir vont se payer au prix fort, non pas comme il le prétend au détriment du pacte européen de stabilité.
En serviteur zélé de la Commission Européenne et du patronat, il va serrer d'un cran supplémentaire le pacte de responsabilité. L'austérité dans les services publics et donc l'inégalité devant les droits à l'éducation, à la santé, au logement, au travail, à la culture, le développement du chômage, de la précarité et de l'exclusion vont aggraver les difficultés de vie et l'absence de perspectives, qui favorisent les dérives djihadistes de quelques unEs. Face à ces risques, le mouvement syndical doit renforcer la lutte contre la casse des services publics, des garanties sociales et professionnelles, des salaires, en même temps que la lutte contre le racisme et les droites extrêmes. Il doit défendre partout, et particulièrement dans le système éducatif ses valeurs d'émancipation, de solidarité et d'internationalisme, au lieu des injonctions d'un catéchisme de valeurs d'une République qui ne se donne aucunement les moyens d'être crédible à l'extérieur comme à l'intérieur et donc sans prise sur le quotidien de la jeunesse.

Des réponses collectives politiques et sociales garantiront mieux la sécurité que la restriction des libertés et la guerre.
Organisons la résistance face aux atteintes aux droits et libertés fondamentales.

Olivier Vinay, le 29 novembre 2015